



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



**COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE**

Paris, le 29 mars 2005

Groupement enseignement général

CF
Loïc de Monsabert
Groupe A4

Fiche de stratégie

OBJET : **Sujet n°3**

Depuis la fin de la guerre froide, la stratégie nucléaire se réduit-elle à la lutte contre la prolifération ?

Parmi les "dividendes de la paix" dont certains ont pensé bénéficier après la fin de la guerre froide, il en est un qui constituerait un bienfait incontestable pour l'humanité toute entière : la disparition pure et simple de tout armement nucléaire. Parce que l'arme atomique et la menace qu'elle fait peser sur la survie de la civilisation, posent un problème politique et moral majeur, dans tous les pays détenteurs, s'élèvent des voix pour poser la question de la pérennité de la stratégie de dissuasion.

Après avoir examiné ce qui aujourd'hui peut conduire à un tel discours, nous montrerons qu'en pratique peu de pays sont réellement prêts à s'engager dans la voie d'un abandon de la dissuasion nucléaire, car cette stratégie, moyennant certaines adaptations doctrinales, s'avère particulièrement bien adaptée à l'état actuel du monde.

1. Evolution du contexte stratégique

Conçue dans une situation stratégique simple et symétrique, la dissuasion nucléaire semble dépassée dans l'environnement actuel, complexe et dissymétrique.

L'arme nucléaire et la stratégie de dissuasion qui lui est consubstantielle, n'ont pendant cinquante ans, été pensées que dans le cadre de la guerre froide. Les évolutions doctrinales n'ont fait que sinuer entre la stratégie anti-cités et la stratégie contre-forces, au gré des évolutions techniques et politiques des deux blocs. Aussi a-t-on pu croire pendant quelque temps que la fin de l'affrontement bipolaire entraînerait automatiquement la fin de la dissuasion.

La dissolution des blocs a permis l'émergence de puissances régionales dont la volonté d'obtenir une autonomie stratégique est forte. Les rapports de force s'exercent aujourd'hui dans un cadre multipolaire. L'approche théorique de la dissuasion, par scénarios, telle

qu'elle a été conduite pendant la guerre froide, n'est plus possible aujourd'hui car les cas de figures sont trop nombreux et les évolutions trop rapides pour être modélisées. Face à cette inquiétante complexité conceptuelle, on peut être tenté de résoudre le problème en tranchant le nœud gordien, c'est-à-dire en concentrant toute la puissance nucléaire dans un seul camp, afin de mettre un terme à la dissuasion classique.

Enfin la menace immédiate apparaît fondamentalement différente de celle que constituait chacun des camps pour l'autre, pendant la guerre. Avec l'apparition de l'hyperterrorisme, le rapport de force ne se mesure plus au nombre de divisions blindées, de missiles ou de têtes nucléaires. La dissuasion n'est plus la solution unique et absolue au problème de la sécurité nationale.

Aussi pour des raisons politiques et budgétaires, les puissances nucléaires ont dans les dix dernières années, réexaminé la nécessité d'entretenir une composante de dissuasion dans leur appareil de défense.

2. Evolutions des stratégies nucléaires

Comme depuis toujours dans l'histoire de l'arme nucléaire, les évolutions techniques et conceptuelles prennent naissance aux Etats-Unis. L'hyper-puissance affiche aujourd'hui une position stratégique officielle reposant sur deux éléments : la défense anti-missiles balistiques et la contre prolifération.

La mise en œuvre de cette stratégie n'est pas encore parfaitement convaincante. D'une part, malgré l'effort financier consenti, les essais de systèmes de défense anti-missiles balistiques sont loin d'être concluants. D'autre part l'action politico-diplomatique vers les pays proliférants est assez variable en fonction des intérêts stratégiques que peuvent avoir les Etats-Unis avec ceux-ci : le Pakistan et l'Inde n'ont jamais subi les pressions que subit l'Iran aujourd'hui.

La position américaine est ambiguë. Derrière le discours officiel, la dissuasion nucléaire reste au cœur de la politique de défense des Etats-Unis. Des programmes de renouvellement des armements nucléaires sont engagés à des échéances de plusieurs dizaines d'années. On observe même le développement d'armes de faibles puissances destinées à frapper des cibles très protégées, qui, même si elles n'apparaissent pas comme telles dans la doctrine, se rapprochent d'armes d'emploi.

Les autres puissances du "club des cinq" ramènent leur arsenal à un niveau de stricte suffisance et le modernise, en réaffirmant leur doctrine dissuasive de non-emploi en premier. Enfin les nouveaux membres que sont l'Inde et le Pakistan, même s'ils n'ont pas encore de doctrine clairement établie, semblent instinctivement adopter la même attitude que leurs aînés.

3. Perspectives

Le paysage actuel est constitué de sept à huit pays détenteurs d'armes nucléaires opérationnelles (Etats-Unis, Russie, Chine, Grande Bretagne, France, Inde, Pakistan et sans doute Israël), de deux pays au seuil du club des puissances nucléaires (Iran et Corée du Nord) et de quatre puissances régionales ayant pour le moment renoncé à l'arme nucléaire mais dont l'aspiration à s'affirmer sur la scène stratégique internationale reste entière (Afrique du Sud, Japon, Indonésie, Brésil).

Plus que jamais l'arme nucléaire est le moyen de manifester sa souveraineté nationale et son rang parmi les nations. Cette réalité est à l'origine de la dynamique proliférante que nous observons aujourd'hui et rend la lutte contre cette tendance très difficile dans les faits. Il est difficile de faire renoncer par la force, une puissance régionale fermement décidée à assurer sa sécurité de façon autonome. Il faut donc s'attendre à voir le nombre de pays détenteurs s'accroître dans les années à venir, malgré tous les efforts déployés par les pays occidentaux pour s'opposer à ce mouvement. Par ailleurs plus le nombre de pays fabricants la bombe sera important, plus il sera difficile de s'assurer que d'autres acteurs n'acquièrent

pas cette arme par des voies détournées. La probabilité d'une surprise stratégique va donc s'accroître. Face à cette réalité, la dissuasion nucléaire voit sa pertinence renforcée.

Il n'est pas nécessaire aux puissances régionales, d'acquérir l'arme nucléaire pour pouvoir menacer les intérêts vitaux d'autres pays. Le développement d'armes de destruction massive, non nucléaires et faciles à acquérir leur permet aujourd'hui d'exercer un véritable chantage sur les puissances majeures sans franchir le seuil psychologique de la guerre nucléaire. Il existe donc un risque de contournement "par le bas" de la dissuasion.

En France les armes et les doctrines ont évolué récemment pour prendre en compte cette menace. L'autorité politique dispose désormais d'un choix très étendu tant dans le ciblage que dans les effets produits. La notion d'intérêts vitaux est assez floue pour couvrir un champ étendu d'agresseurs et d'agressions potentielles, y compris des agressions non-nucléaires.

*
* *

L'emploi de l'arme nucléaire est sorti du cadre rigide qui a marqué ses débuts. La dissuasion nucléaire possède aujourd'hui la souplesse qui lui permet de s'adapter à de nombreux cas de figures. Elle garantit à celui qui l'emploie la liberté nécessaire à la mise en œuvre de sa stratégie d'action. Face aux évolutions incertaines de notre époque, elle apparaît bien comme une stratégie de l'avenir plutôt que du passé.